

Comptes consolidés

au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2016

I. Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015*
Chiffre d'affaires	4	404 014	289 963
Autres produits opérationnels	6	4 691	4 288
Achats consommés		-27 138	-14 579
Charges de personnel	5	-225 806	-154 905
Autres charges opérationnelles	6	-85 684	-64 132
Impôts et taxes		-9 838	-8 888
Dotations aux amortissements et aux provisions	7	-11 529	-9 944
Résultat opérationnel courant		48 709	41 803
Autres charges et produits opérationnels non courants	6	-1 785	-535
Résultat opérationnel		46 924	41 268
Coût de l'endettement financier net	8	-2 990	-511
Autres charges et produits financiers	8	-929	82
Résultat avant impôt		43 005	40 839
Impôts sur les résultats	9	-11 196	-10 747
Résultat net des sociétés intégrées		31 809	30 092
Participation dans des entreprises associées	14		-5 000
Résultat net des activités poursuivies		31 809	25 092
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées			-74
Résultat net de l'ensemble consolidé		31 809	25 018
Dont intérêts minoritaires		1 640	2 079
Dont part du Groupe		30 169	22 939
Résultat net par action de l'ensemble consolidé (en €)	18	10,78	8,20
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé (en €)	18	10,78	8,20
Résultat net par action des activités poursuivies (en €)	18	10,78	8,23
Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en €)	18	10,78	8,23

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

II. États du résultat global consolidé aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015*
Résultat net de l'ensemble consolidé	31 809	25 018
Gains et pertes actuariels	-2 728	1 872
Impôts sur les éléments non reclassables en résultat	669	-646
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	-2 059	1 226
Écarts de conversion	-323	544
Impôts sur les éléments reclassables en résultat		
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	-323	544
Autres charges et produits enregistrés directement en capitaux propres	-2 382	1 770
Résultat global de la période	29 427	26 788
Dont part du Groupe	27 752	24 668
Dont intérêts minoritaires	1 675	2 120

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

III. Bilans consolidés aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016

A. Actif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015*
Actif non courant			
Écarts d'acquisition	10	143 747	131 447
Autres immobilisations incorporelles	11	6 676	6 473
Immobilisations corporelles	12	48 549	40 104
Immeuble de placement	13	834	122
Titres mis en équivalence	14	38	33
Actifs financiers non courants	15	2 208	2 018
Impôts différés	9	11 947	11 835
Total actif non courant		214 000	192 032
Actif courant			
Stocks et en-cours		1 536	1 847
Clients et comptes rattachés	16	102 877	92 900
Autres créances et comptes de régularisation	17	23 691	21 531
Impôt courant actif	17	10 134	3 098
Valeurs mobilières de placement	22	575	951
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	22	119 899	151 031
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	22	158 663	142 430
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés			98
Total actif courant		417 375	413 886
Total de l'actif		631 375	605 918

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

B. Passif

En milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015*
Capitaux propres (part du Groupe)			
Capital	18	5 595	5 595
Primes	V	531	531
Réserves et résultat consolidé	V	189 398	167 472
Total capitaux propres (part du Groupe)	V	195 524	173 598
Intérêts minoritaires	V	16 678	16 140
Total capitaux propres		212 202	189 738
Passif non courant			
Provisions pour risques et charges	19	1 423	1 547
Provisions pour retraites et autres avantages	20	21 122	12 273
Emprunts et autres dettes financières	21	87 345	99 968
Autres passifs non courants	21	9 517	12 134
Impôts différés	9	239	305
Total passif non courant		119 646	126 227
Passif courant			
Provisions pour risques et charges	19	4 602	1 131
Dettes financières à court terme	21	22 541	21 702
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	22	94 605	86 682
Fournisseurs et comptes rattachés	21	35 522	33 913
Impôt courant passif	21	3 256	1 725
Autres passifs courants	21	139 001	144 779
Passifs destinés à être cédés ou abandonnés			21
Total passif courant		299 526	289 953
Total du passif		631 375	605 918

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

IV. Tableau des flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Notes	31/12/2016	31/12/2015*
Flux liés à l'activité			
Résultat net (part du Groupe)	I	30 169	22 939
Intérêts minoritaires	I	1 640	2 079
Résultat net de l'ensemble consolidé	I	31 809	25 018
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	I		-5 000
Résultat net des activités destinées à être cédées ou abandonnées	I		-74
Résultat net des sociétés intégrées	I	31 809	30 092
Dotations et reprises des amortissements et provisions		11 914	7 348
Plus ou moins-values de cession		-266	-166
Autres produits et charges calculés			-44
Charge d'impôts différés	9	852	343
Coût de l'endettement brut	8	3 415	1 559
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		47 724	39 132
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	24	-10 574	4 799
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		37 150	43 931
Flux liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		-8 908	-12 264
Acquisitions / diminutions nettes d'immobilisations financières		-82	68
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
Incidence des variations de périmètre		-15 276	-63 806
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-24 265	-76 002
Flux liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital ou apports	V	60	36
Réduction ou remboursement de capital	V		
Distributions de dividendes	V	-5 954	-5 690
Coût de l'endettement brut	8	-3 415	-1 559
Émission / Remboursement d'emprunts		-14 679	44 418
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-23 988	37 205
Variation de trésorerie		-11 103	5 134
Incidences des variations de taux de change		-195	89
Trésorerie à l'ouverture		145 240	139 947
Reclassement de trésorerie		157	70
Trésorerie de clôture		134 099	145 240

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

Ce tableau de flux n'intègre pas les flux de trésorerie gérés pour le compte de tiers dans le cadre des activités promotionnelles, ceux gérés pour le compte des clients de Diagonal Company, ainsi que le compte bancaire non disponible lié à l'acquisition de Diagonal Company en 2015.

V. Tableau de variation des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2015 et 31 décembre 2016

En milliers d'euros	Capital social	Primes	Réserves *	Actions propres	Résultat *	Écarts de conversion	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires *
Capitaux propres au 31 décembre 2014 publiés	5 593	497	130 198	-89	18 323	-126	154 396	11 131
Résultat net de la période retraités d'IAS 8					22 939		22 939	2 079
Résultats enregistrés directement en capitaux propres retraités d'IAS 8			1 158			571	1 729	41
Résultat global de la période			1 158		22 939	571	24 668	2 120
Transactions avec les minoritaires								10 835
Option sur minoritaires imputé sur les capitaux propres								-7 837
Augmentation / diminution de capital	2	34					36	
Titres d'autocontrôle				89			89	
Affectation résultat 2014			18 323		-18 323			
Dividendes versés			-5 591				-5 591	-109
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2015	5 595	531	144 088		22 939	445	173 598	16 140
Résultat net de la période					30 169		30 169	1 640
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-2 029			-388	-2 417	35
Résultat global de la période			-2 029		30 169	-388	27 752	1 675
Transactions avec les minoritaires			-232				-232	-1 281
Option sur minoritaires imputé sur les capitaux propres								442
Augmentation / diminution de capital								60
Titres d'autocontrôle								
Affectation résultat 2015			22 939		-22 939			
Dividendes versés			-5 595				-5 595	-358
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2016	5 595	531	159 171		30 169	57	195 524	16 678

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

VI. Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2016

NOTE 1 - Faits marquants

➤ **Acquisition de 100 % du capital de la société Tessi document solutions Switzerland (ex RR Donnelley)**

Spécialiste et leader reconnu en Suisse dans l'automatisation et la conformité des processus commerciaux, Tessi document solutions Switzerland détient une longue expérience dans le domaine du traitement de documents entrants, et est un acteur majeur de la dématérialisation des flux, de la gestion multicanale des échanges et de l'archivage électronique.

La société suisse qui a réalisé, avec sa filiale autrichienne, un chiffre d'affaires de l'ordre de 17,2 M€ en 2015, compte 82 collaborateurs et intervient auprès de grands comptes dans les secteurs de l'assurance, de la communication, du retail, de la banque et des administrations gouvernementales.

➤ **Acquisition de 100 % du capital de la société BPO Solutions**

Créée en 2005, BPO Solutions est basée à Madrid et compte une équipe de 280 collaborateurs. Spécialisée dans le BPO (Business Process Outsourcing) et experte de la relation clients à valeur ajoutée, principalement pour les établissements bancaires et d'assurance, elle dispose d'outils innovants offrant aux clients un contrôle de la productivité et une optimisation des coûts.

En 2015, BPO Solutions a réalisé un chiffre d'affaires de 6,1 M€.

➤ **Acquisition de 100 % du capital de la société IMDEA Asesores**

Créée en 2001, IMDEA Asesores est une entreprise de services informatiques et de logiciels offrant des solutions intégrées en gestion de l'information au service de l'optimisation des processus métiers et de l'amélioration de l'expérience client. Elle compte une équipe d'une vingtaine de collaborateurs.

IMDEA Asesores concentre sa valeur ajoutée autour des plateformes CCM (Customer Communication Management) et ECM (Enterprise Content Management) et détient un portefeuille de clients de premier plan dans de nombreux secteurs notamment financier, télécommunications ou encore industrie.

En 2015, IMDEA Asesores a réalisé un chiffre d'affaires de 1,7 M€.

➤ **Evénements post-clôture**

Le 12 janvier 2017, suite à la réalisation des conditions réglementaires auxquelles était subordonnée l'opération, la société Pixel Holding SAS a acquis la participation majoritaire de la famille Rebouah dans la société Tessi SA.

Conformément à la réglementation, la société Pixel Holding a déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) une Offre Publique d'Achat Simplifiés (OPAS).

Le 22 février 2017, l'Assemblée Générale Mixte de Tessi SA a décidé de distribuer à titre de dividende exceptionnel la somme de 67,6 millions d'euros. Chaque Actionnaire a ainsi reçu un dividende de 24,18 euros par action de nominal 2 euros.

Sur le 1^{er} trimestre 2017, la société Tessi SA a également enregistré les opérations suivantes :

- Remboursement de manière anticipée de l'intégralité des emprunts émis, dont :
 - le contrat de crédit souscrit pour un montant de 80 M€ en date du 22 décembre 2015,
 - l'emprunt obligataire émis en janvier 2013 pour 20 M€.

- Souscription d'un contrat de crédit en date du 12 janvier 2017, avec le déblocage possible de plusieurs tranches selon les caractéristiques suivantes :

	Facility A	Facility B	Revolving Facility	Acquisition Facility
Montant (en milliers d'euros)	27 100	40 600	10 000	40 000
Durée	6 ans	7 ans	6 ans	6 ans

La tranche de 10 millions d'euros est une tranche revolving, tandis que la tranche de 40 millions d'euros concerne une tranche d'acquisition amortissable. Ces deux tranches sont mises à disposition de la société.

- Mise en place d'une convention de prêt d'actionnaire (avance en compte courant) d'un montant de 47,8 millions d'euros d'une maturité de 7,5 ans.

Les opérations de refinancement, d'octroi de nouvelles lignes de crédit et de réalisation du rachat du bloc de contrôle ont été réalisées concomitamment. De ce fait, la partie supérieure à un an des dettes bancaires du 31 décembre 2016 reste classée en passif non courant.

NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe Tessi au 31 décembre 2016 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Ces normes et interprétations sont disponibles sur le site Internet de l'Union Européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 sont sans incidence sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2016.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Directoire du 31 mars 2017 et présentés au Conseil de surveillance le 12 avril 2017.

1. Correction d'erreur

Au cours de la période, une erreur a été découverte portant sur l'évaluation des avantages du personnel selon IAS 19 lors du regroupement d'entreprise relatif à l'acquisition de GDOC Lasercom SA.

Conformément à IAS 8, l'ajustement consécutif à une correction d'erreur significative doit être comptabilisé de manière rétrospective comme si l'erreur ne s'était pas produite, c'est-à-dire en corrigeant la comptabilisation, l'évaluation ainsi que les informations présentées en annexe (IAS 8.42 et 43).

Ainsi, si l'erreur qui a été commise affecte une ou plusieurs périodes présentées, les montants affectés doivent être ajustés sur ces mêmes périodes (retraitement de l'information comparative). Si l'erreur a été commise sur une période antérieure aux périodes présentées, les comptes d'actifs, de passifs et de capitaux propres d'ouverture de la première période présentée doivent être corrigés. L'impact de la correction d'erreur est ainsi constaté par ajustement des réserves d'ouverture (IAS 8.42).

La comptabilisation de modifications de juste valeur d'une société acquise liée à une correction d'erreur doit être faite de manière rétrospective avec modification, de manière symétrique, du goodwill ou du profit résultant d'une acquisition dans des conditions avantageuses.

L'ajustement rétrospectif du goodwill en cas d'erreur, indépendamment du délai d'affectation, constitue une exception au principe général de non-ajustement du goodwill après l'expiration du délai d'affectation.

Les impacts de l'application d'IAS 8 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015 sur le bilan consolidé sont les suivants :

- Augmentation des **Provisions pour retraites et autres avantages** de 1 251 K€ au 31 décembre 2014, et de 1 720 K€ au 31 décembre 2015.
- Augmentation des **Impôts différés actifs** relatifs à ces provisions de 313 K€ au 31 décembre 2014, et de 430 K€ au 31 décembre 2015.
- Et en contrepartie, augmentation des **Ecarts d'acquisitions** au 31 décembre 2014 de 938K€, et de 1 041K€ au 31 décembre 2015.

Ainsi qu'une diminution des **Capitaux propres – part du Groupe** de -249 K€ au 31 décembre 2015, correspondant à l'impact résultat de -46K€ et à la comptabilisation des écarts actuariels de la période directement en capitaux propres de -203K€.

Les impacts sur le compte de résultat consolidé de l'exercice 2015 sont présentés ci-dessous :

En milliers d'euros	31/12/2015 publié	Impact IAS 8	31/12/2015 retraité
Dotations aux amortissements et aux provisions	-9 883	-61	-9 944
Résultat opérationnel courant	41 864	-61	41 803
Résultat opérationnel	41 329	-61	41 268
Résultat avant impôt	40 900	-61	40 839
Impôts sur les résultats	-10 762	15	-10 747
Résultat net des sociétés intégrées	30 138	-46	30 092
Résultat net de l'ensemble consolidé	25 064	-46	25 018
Dont intérêts minoritaires	2 079		2 079
Dont part du Groupe	22 985	-46	22 939
Résultat net par action de l'ensemble consolidé (en €)	8,22		8,20
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé (en €)	8,22		8,20

En outre, ces impacts ne représentent pas des flux d'encaissement ou de décaissement, le montant des flux de trésorerie générés par l'activité au 31 décembre 2015 présenté dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés n'est pas modifié. Ces impacts sont donc reflétés sur les lignes **Résultat net (part du Groupe), Résultat net des sociétés intégrées, Dotations et reprises des amortissements et provisions, et Charge d'impôts différés**.

2. Utilisation d'estimations et hypothèses

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes comptables internationales, nécessite que le Groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés ; et

sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent le cas échéant se révéler différentes de la réalité.

3. Présentation des états financiers consolidés

Les montants présentés dans les comptes consolidés et Annexes aux comptes consolidés sont, sauf mention contraire, exprimés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté. Par ailleurs, les ratios et écarts sont calculés à partir des montants sous-jacents et non à partir des montants arrondis.

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

4. Règles de consolidation

Toutes les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou a des droits sur les rendements variables de l'entité en raison de son implication dans l'entité, et a la capacité d'influer ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif sont mises en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe contrôle au moins 20 % du capital de la Société.

Les titres de filiales non significatives, ainsi que les titres détenus à long terme dans les SNC souscrites dans le cadre de la loi Girardin, sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisées en résultat s'agissant d'une dépréciation durable.

5. Conversion des états financiers

Les comptes financiers présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis sur la base du taux de clôture pour les postes du bilan à l'exception des capitaux propres, et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

6. Méthodes et règles d'évaluation

6.1. Immobilisations incorporelles

a. Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Ainsi, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la société acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- La juste valeur de la contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entreprise, intégrant les compléments de prix éventuels, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat ; et
- La juste valeur des actifs indentifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

Les compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont ainsi valorisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, ils sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat si ces compléments de prix sont des passifs financiers.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges de la période.

Lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser le goodwill soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

Les modalités des tests de perte de valeur des UGT sont détaillées dans la note 6.4.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé en autres charges opérationnelles non courantes. Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Les écarts d'acquisitions comptabilisés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur est déterminée.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété par le Groupe sont comptabilisés au coût d'achat.

Pour les logiciels générés en interne, seuls les coûts externes sont intégrés au coût d'acquisition.

Leur durée d'utilité est estimée au maximum à 5 ans, et ils sont amortis linéairement sur cette durée.

La durée d'amortissement de l'applicatif OR de la société CPoR Devises a été portée à 10 ans compte tenu de la durée de la refonte des outils.

6.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique. La valeur d'entrée d'un immeuble de placement acquis dans le cadre d'une prise de participation fait l'objet d'une réévaluation.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément.

Les immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrites ci-dessous.

a. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

b. Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant la méthode linéaire. Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- ensembles immobiliers :
 - terrain non amortissable
 - aménagements terrain 15 ans
 - constructions et aménagements 20 à 40 ans
- agencements 5 à 8 ans
- matériel et outillage 3 à 7 ans
- mobilier, matériel de bureau 3 à 10 ans

6.3. Actifs financiers

a. Sociétés mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont mises en équivalence. Le mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des

titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les valorisations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Lors de l'acquisition de titres des sociétés comptabilisées par mise en équivalence, le prix d'acquisition des titres est affecté aux actifs et passifs acquis évalués à leur juste valeur. L'écart entre le prix d'acquisition et la quote-part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs acquis représente le goodwill qui est intégré à la valeur comptable des titres.

Le résultat des sociétés mises en équivalence comprend principalement les éléments suivants :

- quote-part de résultat du Groupe dans ces sociétés sur la base d'estimés,
- résultat de cession des titres de ces sociétés,
- écart de réévaluation lors d'une perte d'influence sans cession de titres,
- dépréciation de titres de ces sociétés.

b. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont notamment composés de titres de participation et autres titres immobilisés de sociétés non consolidées, de prêts et créances financières à long terme et de titres de placement.

Ils sont analysés et classés en quatre catégories :

➤ **Actifs financiers détenus à des fins de transaction**

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur la base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.

➤ **Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance**

Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

➤ **Prêts et placements long terme**

Les prêts et placements long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis évalués au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

➤ **Actifs financiers disponibles à la vente**

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs que la Société a l'intention de conserver pour une période non déterminée et qui peuvent être vendus pour répondre à des besoins de liquidité ou des changements de taux d'intérêts. Ils comprennent les titres de participation non consolidés. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à la juste valeur, les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit d'une dépréciation durable (cette dernière étant alors enregistrée en résultat).

Les titres de participation et autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation durable dès lors qu'on constate une baisse de valeur substantielle et prolongée. Les dépréciations sont déterminées

en tenant compte de la quote-part des capitaux propres détenus, de la valeur de marché des titres, lorsque celle-ci peut être connue, et des perspectives de rentabilité à moyen et long terme des participations concernées.

c. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Premier Entré / Premier Sorti et comprennent le prix d'achat et les frais accessoires.

d. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale qui est équivalente à leur juste valeur compte tenu de leur échéance à court terme. Le cas échéant, ces créances sont diminuées d'une provision pour dépréciation, pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée. Les provisions pour dépréciation des créances clients sont déterminées en fonction de leur antériorité et des risques de non-recouvrement identifiés.

e. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité.

Les placements classés en équivalents de trésorerie ayant une maturité supérieure à 3 mois ont des options de sortie sans pénalités exerçables à tout moment initialement prévues au contrat, et n'ont pas de risque de valeur lié au niveau de rémunération minimum acquise.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent également les comptes liés aux activités financières de CPoR Devises (comptes bancaires, devises, or). Pour une meilleure compréhension, les comptes présentés dans le bilan publiable de CPoR Devises ont été repris sur une ligne spécifique dans les actifs et passifs courants des bilans consolidés.

➤ Opérations en devises

Les actifs et les passifs libellés en devises sont évalués au cours de change communiqué par la Banque Centrale Européenne à la clôture de l'exercice.

➤ Opérations Or

Les avoirs et dettes en or sont valorisés selon les dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables du 26 novembre 2014.

Les avoirs d'or physique, ainsi que les créances et dettes sont valorisés sur la base des cours de marché des différents produits commercialisés, à la date d'arrêt.

Le risque de variation de cours des avoirs physiques est couvert par une position courte symétrique en or scriptural (onces d'or), équivalente au poids total des avoirs d'or physique. Le fonctionnement du compte de couverture Or, structurellement à découvert, est autorisé dans le cadre de lignes de crédit confirmé.

Les primes attachées à certains produits dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or, ne font pas l'objet d'une couverture spécifique.

➤ **Comptes bancaires de la clientèle**

Les comptes bancaires de la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, et les comptes en devises au cours de la Banque Centrale Européenne.

➤ **Prêts et emprunts au jour le jour**

Ils sont souscrits pour assurer la gestion quotidienne de la trésorerie et de la couverture de change.

6.4. Dépréciation des actifs

Dans le cadre de la norme IAS 36 « Dépréciations des actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Une UGT est le plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie de manière autonome et correspond au niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Les flux de trésorerie retenus sont issus des « business plans » des UGT couvrant les cinq prochains exercices et sont actualisés par application d'un coût moyen pondéré du capital déterminé en fonction de l'activité des UGT.

Les trois secteurs retenus (Tessi documents services, CPoR Devises et Tessi customer marketing) dans le cadre de la norme IFRS 8 constituent trois UGT homogènes. En raison de l'interdépendance des sociétés dans chaque secteur, il n'a pas été identifié d'UGT plus petite.

Une dépréciation est comptabilisée en raison de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif, cette dernière étant la plus grande valeur entre la valeur d'utilité et la juste valeur de marché diminuée des coûts de cession.

La dépréciation ainsi déterminée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisitions puis au prorata des valeurs comptables des autres actifs.

6.5. Provisions

Des provisions sont constatées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources.

➤ **Provisions pour restructuration**

Une provision pour restructuration est comptabilisée quand un plan de restructuration formalisé et détaillé a été approuvé par l'organe compétent, et quand le Groupe a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée que ce plan sera mis en œuvre soit en commençant à exécuter le plan soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

La provision inclut uniquement les dépenses liées au plan comme notamment les coûts liés aux fermetures de sites.

➤ **Autres provisions**

D'une manière générale, chacun des litiges et risques connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, sociale et des litiges commerciaux.

6.6. Régimes de retraite et indemnités de cessation de services

Le Groupe offre à ses employés différents régimes de retraite, indemnités de fin de carrière, primes liées aux médailles du travail et autres avantages postérieurs à l'emploi afférents à son personnel retraité et actif. Les caractéristiques spécifiques de ces plans varient selon les lois et réglementations applicables dans chaque pays et suivant la politique propre à la filiale.

Ils comportent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

➤ **Régimes à cotisations définies**

Les cotisations dues au titre des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées. L'employeur n'apporte pas de garantie sur le niveau futur des avantages versés au salarié ou retraité. La charge annuelle correspond à la cotisation due au titre de l'exercice qui libère l'employeur de toute obligation ultérieure.

➤ **Régimes à prestations définies**

Les régimes à prestations définies sont ceux par lesquels l'employeur garantit le niveau futur des prestations définies dans l'accord, le plus souvent en fonction du salaire et de l'ancienneté du salarié.

Ils peuvent soit être financés par des versements à des fonds spécialisés dans la gestion des montants reçus, soit être gérés de manière interne.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont provisionnés et déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. La valorisation des engagements tient compte de l'ancienneté, de l'espérance de vie, du taux de rotation du personnel par catégorie ainsi que des hypothèses économiques telles que taux d'inflation et taux d'actualisation approprié pour chaque pays.

Les montants comptabilisés au bilan au titre de ces régimes correspondent à la valeur actuarielle des engagements, telle que définie ci-avant, moins la juste valeur des actifs de régimes (fonds de pension externes).

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi, qui proviennent d'une part des changements d'hypothèses actuarielles et d'autre part des écarts d'expérience, sont reconnus en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

Les évaluations des engagements sont calculées par des actuaires indépendants.

Les effets significatifs d'une liquidation ou d'une réduction sur un régime postérieur à l'emploi à prestations définies, sont constatés intégralement par le biais du compte de résultat.

6.7. Actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

6.8. Avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Des options de souscription d'actions peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Tessi pendant un délai de quatre ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation déterminée par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice, de la durée de vie des options ainsi que du cours de l'action sous-jacente. Il n'a pas été tenu compte d'un taux de rotation des bénéficiaires, ceux-ci étant supposés présents à la date de levée des options.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

L'effet de dilution des options non exercées a été pris en compte au niveau du résultat par action.

6.9. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs, sur la ligne « actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés sur la ligne « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan.

6.10. Passifs financiers

a. Évaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les passifs financiers sont principalement constitués de dettes financières courantes et non courantes auprès d'établissements de crédit et d'un emprunt obligataire. Ces passifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, de laquelle sont déduits le cas échéant des coûts de transaction directement rattachables. Ils sont ensuite évalués au coût amorti, sur la base de leur taux d'intérêt effectif.

b. Options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées

Les engagements d'achats donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en passifs financiers pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable. Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

6.11. Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé adopte une présentation par nature.

a. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés aux activités courantes de l'ensemble constitué par les sociétés commerciales consolidées par intégration globale. En ce qui concerne CPoR Devises, le chiffre d'affaires retenu est le Produit Net Bancaire. Il est composé des éléments suivants :

➤ **Intérêts - charges et produits assimilés**

Il s'agit de charges et produits d'intérêts sur les comptes bancaires et les opérations de prêts ou d'emprunts, enregistrés prorata temporis.

➤ **Commissions**

Elles sont comptabilisées soit en produits en totalité à la date d'encaissement, soit prorata temporis selon leur nature, conformément à la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

➤ **Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation**

Ce résultat est composé des opérations de change dans le cadre de l'activité de CPoR Devises.

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables du 26 novembre 2014.

Le résultat de change est déterminé par devise. L'ensemble des actifs et passifs en devises est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de référence à la date de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne.

Les profits et pertes de change sont comptabilisés par devise dans les comptes de gains ou de pertes sur opérations en devises, sans qu'aucune compensation ne soit effectuée entre plus et moins-values latentes.

Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

➤ **Autres produits d'exploitation bancaire**

Ils sont principalement composés des revenus liés à l'activité Or (achat-vente Or, commission Or...).

Le résultat des opérations Or est déterminé par produit. L'ensemble des actifs et passifs en or est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de marché à la date de référence.

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, ou des coûts associés.

b. Charges de personnel

Le poste « charges de personnel » inclut la participation des salariés, les avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres, ainsi que le CICE – Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi.

c. Impôts sur les résultats

Le poste « impôts sur les résultats » comprend la somme des impôts exigibles et d'impôts différés.

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte de l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de certains éléments actifs et passifs du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode bilancielle avec application du report variable, sans actualisation.

Les pertes fiscales reportables font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles correspondantes pourront être imputées.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'horizon de recouvrement des reports fiscaux déficitaires fixé par le Groupe est de 8 ans.

6.12. Résultat net par action (RNPA)

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33. L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- **RNPA** : résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- **RNPA dilué** : résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions.

6.13. Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information présentée Note 4 pour chaque secteur est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Pour accompagner l'évolution de son périmètre et accroître sa lisibilité, le Groupe Tessi structure désormais son offre de la manière suivante :

- le secteur Tessi documents services propose une offre globale, complète et évolutive dans la gestion des flux entrants, circulants et sortants dans le contexte d'un marché de la dématérialisation qui explose :
 - flux entrants / dématérialisation : BPO pluri-sectoriels, de services financiers avancés et expert de la relation clients à valeur ajoutée, activités de back-office bancaires moyens de paiement scripturaux (chèques, virements, prélèvements et effets électroniques) et gestion de moyens de paiement et encaissements,
 - technologies : édition et intégration de solutions logicielles et matérielles de traitement des moyens de paiement, documents hybrides et échanges numériques (BOS MANAGER, Docubase, Logidoc Solutions, Sakarah, ASP One.fr...),
 - flux sortants (mailings, factures, fiches de paie, relevés de compte, quittances...): éditique de gestion, traitement industriel de courriers égrenés, recommandés et dématérialisés, dématérialisation des factures,
 - contact center : gestion de la relation client à distance.
- le secteur CPoR Devises rassemble les activités de grossiste sur le marché du billet de banque étranger et sur le marché de l'or physique en France.
- le secteur Tessi customer marketing regroupe le marketing promotionnel, la logistique publicitaire et le marketing direct.

Depuis 2015, Tessi présente un secteur géographique Europe hors France. Ce périmètre prend en compte les récentes acquisitions des filiales européennes Graddo (Espagne) et Gdoc (Suisse, Espagne et Angleterre), et s'est élargie avec les activités européennes de Diagonal Company (Espagne et Portugal) acquises le 23 décembre 2015, Tessi Documents Solutions Suisse, Autriche et Allemagne (anciennement RR Donnelley Suisse, Autriche et Allemagne) acquises en janvier 2016, BPO Solutions (Espagne) acquise également en janvier 2016 et IMDEA (Espagne) acquise en juin 2016.

NOTE 3 - Variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2016

Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

1. Sur l'année 2016, acquisitions et créations des sociétés suivantes

- Acquisition au 11 Janvier 2016, et consolidation par intégration globale de la société RR Donnelley Switzerland, basée en Suisse et de ses filiales basées en Autriche et en Allemagne.

Les sociétés ont été renommées respectivement Tessi document solutions Switzerland, Tessi document solutions Austria et Tessi document solutions Germany.

La première consolidation de l'ensemble Tessi document solutions fait ressortir un écart d'acquisition de 8,1 millions d'euros. Cet écart est susceptible d'être modifié dans les 12 mois suivants.

- Acquisition au 25 Janvier 2016, et consolidation par intégration globale de la société BPO Solution, basée en Espagne.

La première consolidation de BPO Solutions fait ressortir un écart d'acquisition de 5,3 millions d'euros. Cet écart est susceptible d'être modifié dans les 12 mois suivants.

Un complément de prix d'acquisition a été défini et comptabilisé à hauteur de 100% dès lors que sa réalisation reste probable.

- Acquisition au 30 juin 2016, et consolidation par intégration globale de la société International Document Entreprise Advisors - IMDEA, basée en Espagne.

La première consolidation de IMDEA fait ressortir un écart d'acquisition de 0,9 millions d'euros. Cet écart est susceptible d'être modifié dans les 12 mois suivants.

Un complément de prix d'acquisition a été défini et comptabilisé à hauteur de 90% dès lors que sa réalisation reste probable.

- Complément d'acquisition au 23 mars 2016 de la société ISEM. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société ISEM est passé de 49% à 100%.
- Création au 5 août 2016 et consolidation par intégration globale de la société Tessi Documents Services Centre de Relations Clients Avignon, spécialisée dans la gestion des relations clients.
- Compléments d'acquisition au 11 octobre 2016 et variation des pourcentages de participation du groupe dans les sociétés suivantes :
 - Tessi Documents Services : de 99,9% à 100%
 - Tessi Chèque Nanterre : de 99,8% à 100%
 - SEDI : de 99,8% à 100%
 - RIB Drôme : de 99,8 % à 100%
 - Tessi TMS : de 99,9 % à 100%
- Complément d'acquisition au 20 décembre 2016 de Tessi Gestiona SAS (ex- Legiactuar). Le pourcentage de participation du groupe dans la société Tessi Gestiona SAS passe de 36,7% à 41,9%.

2. Autres mouvements sur l'année 2016

- Cession en date du 3 mai 2016 de la société Tessi Asia, basée au Vietnam.
- Cession en septembre 2016 de la participation dans la société SPIGRAPH GROUP, consolidée depuis 2015 par mise en équivalence.

NOTE 4 - Information sectorielle

1. Secteurs d'activité

➤ 31/12/2016

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi customer marketing	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	339,8	40,2	25,2	405,1
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	1,0		0,1	1,1
Total chiffre d'affaires	338,8	40,2	25,1	404,0
Résultat opérationnel courant	38,3	9,1	1,3	48,7
Dotations aux amortissements des immobilisations	7,4	1,6	0,7	9,7
Bilan				
Actifs sectoriels	279,1	19,3	15,2	313,6
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		158,7		158,7
Actifs d'impôts				22,1
Autres actifs				137,0
Total des actifs consolidés				631,4
Passifs sectoriels	149,8	5,9	12,6	168,3
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		94,6		94,6
Dettes financières				109,6
Autres dettes *				43,2
Passifs d'impôts				3,5
Capitaux propres				212,2
Total des passifs consolidés				631,4
Investissements non financiers	7,4	1,6	0,4	9,3
Autres informations				
Effectifs de clôture	7 344	140	183	7 667

* dont avances sur opérations promotionnelles (16 M€), avances clients dans le cadre des activités de Diagonal Company (27,1 M€)

► 31/12/2015

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi customer marketing	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	220,6	44,3	26,1	291,0
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	0,9		0,1	1,0
Total chiffre d'affaires	219,7	44,3	26,0	290,0
Résultat opérationnel courant *	28,6	13,1	0,1	41,8
Dotations aux amortissements des immobilisations	5,4	1,7	0,7	7,8
Bilan *				
Actifs sectoriels	234,0	21,1	19,3	274,4
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		142,4		142,4
Actifs d'impôts				14,9
Autres actifs				174,2
Total des actifs consolidés				605,9
Passifs sectoriels	128,1	6,5	13,0	147,6
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		86,7		86,7
Dettes financières				120,9
Autres dettes **				59,0
Passifs d'impôts				2,0
Capitaux propres				189,7
Total des passifs consolidés				605,9
Investissements non financiers	10,6	1,2	0,8	12,6
Autres informations				
Effectifs de clôture	5 121	142	201	5 464

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

** dont avances sur opérations promotionnelles (18,8 M€), avances clients dans le cadre des activités de Diagonal Company (24 M€) et solde de la transaction liée à l'acquisition de Diagonal Company (16,2 M€)

2. Secteurs géographiques

En millions d'euros	31/12/2016	31/12/2015
France	285,9	258,2
Europe hors France	110,8	31,8
Amérique du Sud	7,3	
Chiffre d'affaires	404,0	290,0

3. CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts / produits et charges assimilés	-929	-716
Commissions nettes	853	879
Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation	31 233	33 444
Autres produits d'exploitation bancaire	9 009	10 643
Produit Net Bancaire	40 166	44 250

NOTE 5 - Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements	169 396	115 001
Charges sociales *	54 157	38 396
Participation des salariés	2 253	1 508
Paiement en actions (stock-options)		
Total	225 806	154 905

* dont CICE-Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi de 4,8 millions d'euros au 31 décembre 2016 et 4 millions d'euros au 31 décembre 2015

➤ Effectifs présents au 31 décembre

	31/12/2016	31/12/2015 *
Cadres	643	539
Non cadres	7 024	4 925
Total	7 667	5 464

* hors effectifs du groupe Diagonal (1273 salariés au 31 décembre 2015)

NOTE 6 - Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Subvention d'exploitation	373	140
Production stockée		-10
Reprises amortissements et provisions	1 254	1 711
Autres produits opérationnels	3 064	2 447
Total autres produits opérationnels	4 691	4 288

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Autres services extérieurs	56 059	40 011
Autres charges externes	28 998	22 753
Autres charges opérationnelles	627	1 368
Total autres charges opérationnelles	85 684	64 132

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Plus ou moins-values de cession	246	304
Total plus ou moins-values de cession	246	304
Coûts de restructuration	-795	-839
Autres charges opérationnelles non courantes	-1 236	
Dépréciation d'écart d'acquisition		
Total autres charges et produits opérationnels non courants	-1 785	-535

En 2016, les coûts de restructuration sont principalement relatifs à la cession de la société Tessi Asia, à la fermeture du site de production de Grenoble (141K€), à la perte du client principal de Tessi TMS (322K€). Les autres charges opérationnelles non courantes couvrent une régularisation fiscale (597K€) et une dépréciation d'actif immobilisé incorporel (406K€) sur CPoR Devises, ainsi que des coûts engendrés dans le cadre de l'opération de prise de contrôle de Tessi SA par Pixel Holding (233K€).

En 2015, les coûts de restructuration sont relatifs aux coûts de déménagement du site de production de Rennes (123K€), de la fermeture du site de Aurillac (173K€) et de la succursale Belge de CPoR Devises (543K€).

NOTE 7 - Détail des amortissements et provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015*
Amortissements	9 696	7 759
Provisions	1 833	2 185
Total	11 529	9 944

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

NOTE 8 - Charges et produits financiers

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Produits financiers sur trésorerie	425	1 048
Frais financiers sur emprunts	-3 415	-1 559
Coût de l'endettement financier net	-2 990	-511
Autres produits	513	438
Autres frais financiers	-1 440	-356
Autres charges et produits financiers	-929	82
Total charges et produits financiers	-3 919	-429

Sur l'exercice 2016, les frais financiers sur emprunts ont été impactés des frais d'émission d'emprunt retraités au taux d'intérêt effectif (TIE) selon IAS 39, et recalculés suite au remboursement anticipé, au mois de janvier 2017, des emprunts concernés.

Les autres frais financiers de l'exercice 2016 incluent une provision pour charge de 875 milliers d'euros relative au rachat de l'emprunt obligataire de 20 millions d'euros effectué en janvier 2017.

NOTE 9 - Impôts sur les résultats

1. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015*
Impôts sur le résultat de l'exercice	10 225	9 481
Autres impôts exigibles	119	922
Impôts exigibles	10 344	10 403
Liés à la naissance ou à l'inversion des différences temporelles	379	2 748
Autres impôts différés	473	-2 404
Impôts différés	852	344
Impôts sur les résultats	11 196	10 747

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

2. Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

En milliers d'euros	31/12/2016	Taux 2016	31/12/2015 *	Taux 2015
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	30 169		22 939	
Intérêts minoritaires	1 640		2 079	
Résultat net de l'ensemble consolidé	31 809		25 018	
Résultat net des sociétés mises en équivalence			-5 000	
Résultat des activités destinées à être cédées ou abandonnées			-74	
Résultat net des sociétés intégrées	31 809		30 092	
Charge d'impôt du Groupe	11 196		10 746	
Résultat avant impôts	43 005		40 838	
Dépréciation des écarts d'acquisition				
Résultat avant impôts et dépréciation des écarts d'acquisition	43 005		40 838	
Taux d'imposition en France		x 33,33 %		x 33,33 %
Charge d'impôt théorique	14 334		13 612	
Rapprochement :				
Différences permanentes	-2 788		-2 613	
Différentiel sur fiscalité étrangère	-727		-385	
Impact des différences des taux d'imposition	1 385		600	
Crédits d'impôts	-81		-29	
Déficits fiscaux non activés	86		-329	
Déficits antérieurs non activés et utilisés	-750			
Déficits antérieurs activés et perdus	-454			
Impôts sur exercices antérieurs	188		-110	
Taux d'impôt effectif		x 26,03 %		x 26,31 %
Charge d'impôt réelle	11 196		10 746	

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

3. Les différences permanentes sont principalement liées aux éléments suivants

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Charges et produits non déductibles ou non imposables	-1 077	-2 160
Autres	-1 711	-453
Impôts sur les résultats	-2 788	-2 613

4. Origine des impôts différés actifs et passifs

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015 *		
	Actifs	Passifs	Net	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations		1 720	-1 720		391	-391
Amortissements (Crédits-Baux)						
Charges à payer / Produits à recevoir	945		945	566		566
Investissement Outre-Mer	3 651		3 651	4 423		4 423
Autres actifs	1 153		1 153	686		686
Provisions (IFC - Pensions)	5 363		5 363	3 913		3 913
Autres passifs		73	-73		56	-56
Reports fiscaux déficitaires	2 027		2 027	2 165		2 165
Impôts différés sociaux	362		362	224		224
Impôts différés nets	13 501	1 793	11 708	11 977	447	11 530
Impôts différés actifs au bilan			11 947			11 835
Impôts différés passifs au bilan			239			305

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

Au 31 décembre 2016, le montant des pertes fiscales reportables non reconnues s'élève à 0,9 millions d'euros.

NOTE 10 - Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Total	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi customer marketing
Montant brut au 31 décembre 2015 *	139 424	121 059	12 041	6 324
Dépréciations cumulées	-7 977	-6 438		-1 539
Net au 31 décembre 2015 *	131 447	114 621	12 041	4 785
Acquisitions	14 306	14 306		
Cessions (net)				
Réaffectation des écarts d'acquisition provisoires **	-1 914	-1 914		
Dépréciations				
Écarts de conversion	-93	-93		
Dépréciations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés				
Écarts d'acquisition au 31 décembre 2016	143 747	126 921	12 041	4 785
Montant brut au 31 décembre 2016	151 475	133 110	12 041	6 324
Dépréciations cumulées	-7 728	-6 189		-1 539
Net au 31 décembre 2016	143 747	126 921	12 041	4 785

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

** réaffectation liée en partie à la validation du prix définitif d'acquisition de Diagonal Company

Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition sur la base de l'allocation provisoire du prix d'acquisition.

Le Groupe ajuste cette allocation provisoire au cours de la période d'allocation (n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition) pour refléter les valeurs finales de certains actifs et passifs comme les actifs incorporels, les avantages du personnel, les passifs éventuels et les soldes d'impôt courant et différé.

Les écarts d'acquisition ont été soumis à un test de dépréciation conformément à la méthode comptable exposée en note 6.4.

Leur valeur d'utilité est calculée selon la méthode « Discounted Cash Flow ». Les principales hypothèses actuarielles pour réaliser les tests de dépréciation de valeur des UGT sont les suivantes :

- nombre d'année sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année et d'une extension de ce processus pour les 4 années suivantes,
- coût moyen pondéré du capital (WACC) de 8,70 %, revu en 2016 en fonction notamment de l'évolution des taux sans risque et de la prime de risque. Il reste identique à celui de 2015.
- taux de croissance à long terme au-delà de la période de 5 ans du business plan de 1 %.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2016 à la reconnaissance de perte de valeur.

Par ailleurs, les analyses de sensibilité effectuées en faisant varier notamment :

- les hypothèses financières (WACC +0,5 point, croissance à long terme -0,5 point), et
- les hypothèses économiques (taux de croissance du chiffre d'affaires < -2 points générant un taux de résultat opérationnel courant de -1 point)

ne mettent pas en évidence de valeur recouvrable inférieure à la valeur comptable de chacune des UGT.

NOTE 11 - Autres immobilisations incorporelles

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Frais de Recherche et Développement	Concessions, brevets, licences	Logiciels en crédit-bail	Autres immos incorporelles	Immos incorporelles en cours	Avances et acomptes
Valeur brute à l'ouverture	23 366	1 331	15 192	1 007	5 119	717	
Cumul des amortissements	-16 893	-1 231	-12 519	-1 007	-2 136		
Cumul des pertes de valeur							
Valeur nette au 1^{er} janvier 2016	6 473	100	2 673		2 983	717	
Acquisitions	2 487		1 084		136	1 268	
Immobilisations générées en interne							
Variations de périmètre (net)	1		1				
Cessions (net)							
Dotations aux amortissements	-1 977	-88	-1 386		-503		
Dotations aux provisions	-406					-406	
Virements de poste à poste (net)	94	-6	24		651	-576	
Écarts de conversion (net)	4		4				
Valeur brute à la clôture	25 957	1 327	16 309	1 007	5 906	1 408	
Cumul des amortissements	-18 875	-1 321	-13 908	-1 007	-2 639		
Cumul des pertes de valeur	-406					-406	
Valeur nette au 31 décembre 2016	6 676	7	2 400		3 267	1 002	

NOTE 12 - Immobilisations corporelles

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Terrains	Construction	Install. techn., matériels info et ind.	Install techn. en crédit-bail	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en crédit-bail	Immos en cours	Avances et acomptes
Valeur brute à l'ouverture	97 371	4 980	17 841	35 490	3 809	35 034	85	94	38
Cumul des amortissements	-57 267		-1 759	-25 945	-3 782	-25 702	-79		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 1^{er} janvier 2016	40 104	4 980	16 082	9 545	27	9 332	6	94	38
Investissements	6 856	14	192	3 549		2 911		50	140
Variations de périmètre (net) *	9 387	2 068	6 314	333		671			
Cessions (net)	-69		-65	63		-67			
Dotations aux amortissements	-7 684		-1 090	-3 101	-16	-3 476	-2		
Virements de poste à poste (net)	-94			-275		313		-94	-38
Écarts de conversion (net)	49	13	35	-7		7		1	
Valeur brute à la clôture	116 134	7 075	24 280	42 865	3 810	37 827	85	51	140
Cumul des amortissements	-67 585		-2 812	-32 757	-3 799	-28 136	-81		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 31 décembre 2016	48 549	7 075	21 468	10 108	11	9 692	4	51	140

* Dans le cadre de la norme IFRS 3 Regroupements d'entreprise, l'ensemble immobilier de Tessi Document Solutions Switzerland a été évalué à sa juste valeur à la date d'acquisition. Ainsi, une réévaluation d'un montant de 7,1 millions d'euros a été constatée, dont 1,6 million d'euros de terrains et 5,5 millions de constructions.

NOTE 13 - Immeuble de placement

En milliers d'euros	Évaluation au coût historique au 31/12/2016	Évaluation au coût historique au 31/12/2015
Valeur brute à l'ouverture	198	198
Cumul des amortissements	-76	-71
Cumul des pertes de valeur		
Valeur nette au 1^{er} janvier 2016	122	127
Variation de périmètre (net)	863	
Cessions (net)	-121	
Dotation aux amortissements	-35	-5
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat		
Écarts de conversion (net)	5	
Autres		
Valeur brute à la clôture	868	198
Cumul des amortissements	-34	-76
Cumul des pertes de valeur		
Valeur brute à la clôture	834	122

NOTE 14 - Titres mis en équivalence

L'évolution du poste « Titres mis en équivalence » s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeur à l'ouverture	33	5 000
Résultat des entreprises associées *		-5 000
Variation de périmètre		33
Distribution de dividendes		
Autres mouvements	5	
Valeur à la clôture	38	33

* y-compris perte de valeur constatée au cours de l'exercice 2015, ces titres ayant été cédés en 2016

Une correction de la valorisation des titres mis en équivalence de filiales étrangères a été opérée sur l'exercice, sans impact sur le résultat. Cette variation a comme contrepartie la correction des capitaux propres.

NOTE 15 - Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Titres détenus jusqu'à l'échéance		
Prêts et créances à long terme		
Dépôts, cautionnements et prêts	2 205	2 011
Titres disponibles à la vente		
Titres de participation et autres titres immobilisés *	17 336	19 679
Créances rattachées aux autres titres immobilisés *	4 933	4 933
Titres de placement en juste valeur		
Total valeurs brutes	24 474	26 623
Dépréciations cumulées *	- 22 266	-24 605
Valeur nette	2 208	2 018

* dont investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI)

1. Titres non consolidés (contribution en valeurs nettes)

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
24h00		
Autres	3	7
Valeur nette	3	7

2. Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Titres de participation et autres titres immobilisés	Créances rattachées aux autres titres immobilisés	Prêts	Dépôts et cautionnements
Valeur brute à l'ouverture	26 623	19 679	4 933	112	1 899
Cumul des pertes de valeur	-24 605	-19 672	-4 933		
Valeur nette à l'ouverture	2 018	7		112	1 899
Acquisitions	180	5		3	172
Variations de périmètre	104				104
Cessions (net)					
Remboursement	-98				-98
Revalorisation					
Virements de poste à poste	13				13
Écart de conversion					
Pertes de valeur	-9	-9			
Valeur brute à la clôture	24 474	17 336	4 933	115	2 089
Cumul des pertes de valeur	-22 266	- 17 333	-4 933		
Valeur nette au 31 décembre 2016	2 208	3		115	2 089

NOTE 16 - Créances clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015 *
Valeur brute	104 400	94 886
Dépréciation	-1 522	- 1 986
Total valeur nette à l'actif	102 877	92 900
Acomptes reçus et avoirs à établir	-16 889	-11 979
Clients Affranchissements	-3 688	-4 734
Valeur nette clients	82 300	76 187
Valeur nette clients retraitée **	82 300	63 049
Chiffre d'affaires TTC (base 12 mois) **	435 947	295 237
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	68,91	77,95

* dont contribution du groupe DIAGONAL Company pour 13 139 milliers d'euros en 2015

** hors activités financières et hors clients du groupe Diagonal Company en 2015

Les affranchissements sont gérés en débours, et ne font donc pas partie du chiffre d'affaires.

NOTE 17 - Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Acomptes versés et avoirs à recevoir	539	562
Créances sociales	389	380
Créances fiscales	13 082	12 468
Créances diverses	1 125	1 919
Créances liées aux avances clients de Diagonal Company	1 966	1 280
Charges constatées d'avance	6 590	4 922
Autres créances et comptes de régularisation	23 691	21 531
Impôts exigibles	10 134	3 098
Total	33 825	24 629

NOTE 18 - Capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social se compose de 2 797 678 actions d'un montant nominal de 2 euros.

	Capital social en nombre d'actions	Capital social en milliers d'euros
Au 1 ^{er} janvier 2016	2 797 678	5 595,4
Annulation		
Levées d'options		
Au 31 décembre 2016	2 797 678	5 595,4

1. Calcul du résultat par action

	31/12/2016	31/12/2015 *
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé (en K€)	30 169	22 939
Nombre moyen d'actions en circulation	2 797 678	2 797 471
Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	10,78	8,20

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

2. Calcul du résultat dilué par action

	31/12/2016	31/12/2015 *
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé (en milliers d'euros)	30 169	22 939
Nombre moyen d'actions - dilué	2 797 678	2 797 678
Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	10,78	8,20

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

3. Calcul du résultat par action des activités poursuivies

	31/12/2016	31/12/2015 *
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (en milliers d'euros)	30 169	23 013
Nombre moyen d'actions en circulation	2 797 678	2 797 471
Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	10,78	8,23

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

4. Calcul du résultat dilué par action des activités poursuivies

	31/12/2016	31/12/2015 *
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies (en milliers d'euros)	30 169	23 013
Nombre moyen d'actions - dilué	2 797 678	2 797 678
Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	10,78	8,23

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

NOTE 19 - Provisions pour risques et charges

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Provisions pour restructuration	Provisions pour impôts	Autres provisions
Valeur au 1 ^{er} janvier 2016	2 678	115	154	2 408
Variation de périmètre	2 190			2 190
Provisions supplémentaires	1 664			1 664
Augmentation des provisions existantes	113			113
Montants repris utilisés	-433	-115		-318
Montants repris non utilisés	-196		-62	-134
Virement de poste à poste				
Écart de conversion	10			10
Valeur au 31 décembre 2016	6 025		92	5 933
Provisions non courantes	1 423		30	1 393
Provisions courantes	4 602		62	4 540

Les autres provisions couvrent essentiellement des litiges sociaux, commerciaux ou dans le cadre de la marche normale des activités.

NOTE 20 - Provisions pour retraites et autres avantages

Les provisions pour retraites et engagements assimilés comprennent les obligations liées aux régimes à prestations définies couverts par des actifs (notamment en Suisse) et celles relatives aux indemnités de départs en retraite (notamment en France).

Principales hypothèses actuarielles

En %	2016	2015
Taux d'actualisation France	1,30 %	1,75 %
Taux d'actualisation Suisse	0,60 %	0,80 %
Taux d'augmentation des salaires des cadres France	2 %	2 %
Taux d'augmentation des salaires des non cadres France	1 %	1 %
Taux d'augmentation des salaires Suisse	1,50 %	1,50 %
Taux d'inflation France	2 %	2 %

Les taux de rendement prospectif des actifs de couverture sont alignés sur les taux d'actualisation.

Provisions pour retraites et autres avantages par pays

En milliers d'euros	Dettes actuarielles	Actifs de couverture	Provisions au bilan
France	14 203	930	13 273
Suisse	23 797	16 163	7 634
Autres	216	0	216
Valeur à la clôture	38 216	17 093	21 122

Variations de la valeur nette comptable des provisions

En milliers d'euros	Dette actuarielle	Actifs de couverture	Provisions au bilan
Valeur à l'ouverture *	16 483	4 209	12 273
Variation de périmètre	18 457	13 046	5 411
Coût de la période inclut en résultat	919	263	656
<i>Coûts des services rendus au cours de la période</i>	1 997		1 997
<i>Effet de l'actualisation</i>	386		386
<i>Rendement attendu des fonds</i>		145	-145
<i>Coûts administratifs et taxes</i>		-49	49
<i>Droits passés : créations/modifications de régimes</i>	-526		-526
<i>Réductions/Liquidations de régimes</i>			
<i>Cession d'activités</i>	-160		-160
<i>Prestations versées</i>	-281		-281
<i>Cotisations versées</i>	-497	167	-664
Écarts actuariels	2 197	-531	2 728
Effet de la variation des taux de change	161	106	55
Autres mouvements			
Valeur à la clôture	38 216	17 093	21 122

* retraité de l'application d'IAS 8 (voir note 2.1)

Analyse de sensibilité de la dette actuarielle à l'hypothèse clé du taux d'actualisation

En milliers d'euros	France	Suisse	Total
Hausse de 0,50%	-856	-2 923	-3 779
Baisse de 0,50%	934	2 170	3 104

NOTE 21 - Passifs et créditeurs

1. Passif portant intérêt

Exercice 2016 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	13 419	85 058		98 477
Dettes financières diverses	636	2 287		2 923
Découverts bancaires	7 272			7 272
Intérêts courus non échus	1 214			1 214
Total des passifs portants intérêts	22 541	87 345		109 886

2. Passifs courants non financiers

Exercice 2016 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes fournisseurs	32 197			32 197
Dettes fournisseurs d'immobilisations	3 325			3 325
Total fournisseurs	35 522			35 522
Acomptes reçus et avoirs à émettre	16 889			16 889
Dettes sociales	39 971			39 971
Dettes fiscales	26 453			26 453
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	16 024			16 024
Avances reçues pour le compte des clients de Diagonal Company	27 138			27 138
Dettes diverses	3 303			3 303
Produits constatés d'avance	9 222			9 222
Autres passifs courants	139 001			139 001
Impôt courant passif	3 256			3 256
Total passifs courants non financiers	177 779			177 779

3. Passifs non courants non financiers

Exercice 2016 - en milliers d'euros	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes fournisseurs d'immobilisations *	9 517		9 517
Total passifs non courants non financiers	9 517		9 517

* dont valorisation de l'engagement croisé d'achat-vente sur les minoritaires de Diagonal Company pour 7,4 millions d'euros

NOTE 22 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et endettement net

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs mobilières de placement	575	951
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	119 899	151 031
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	158 663	142 430
Découverts bancaires	-7 272	-4 700
Trésorerie et équivalents de trésorerie	271 865	289 712
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-16 024	-18 766
Compte bancaire non disponible lié à l'acquisition de Diagonal Company		-16 250
Avances reçues pour le compte des clients Diagonal Company	-27 138	-22 774
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	-94 605	-86 682
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des avances	134 099	145 240
Dettes financières	-101 400	-115 745
Trésorerie nette incluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	32 699	29 495
Trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	17 731	29 720
Trésorerie nette excluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	14 968	-225

1. Trésorerie de CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises, dont :	158 663	142 430
Comptes bancaires de la clientèle	27 855	31 486
Prêts au jour le jour		
Avoirs en devises	51 160	48 399
Avoirs en or	33 286	36 359
Comptes courants débiteurs à vue	46 362	26 186
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises, dont :	-94 605	-86 682
Dépôts bancaires de la clientèle	-30 261	-23 469
Emprunts au jour le jour	-32 519	-25 575
Dettes en onces d'or	-31 789	-35 450
Dettes sur avoirs en devises		-2 030
Comptes courants créditeurs à vue	-35	-158
Comptes courants à vue CPoR Devises	46 327	26 028
Trésorerie nette dédiée à l'activité CPoR Devises	17 731	29 720

2. Dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Dettes financières inférieures à 1 an	14 055	15 777
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	87 345	99 893
Dettes financières supérieures à 5 ans		75
Dettes financières	101 400	115 745

NOTE 23 - Juste valeur des instruments financiers

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en juste valeur par classe d'instruments financiers selon la hiérarchie suivante :

- niveau 1 : instruments directement cotés sur un marché actif,
- niveau 2 : instruments cotés sur un marché actif pour un instrument similaire, ou dont les techniques d'évaluations sont basées sur des paramètres observables,
- niveau 3 : instruments dont les paramètres significatifs de valorisation ne sont pas observables.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Actifs/passifs évalués à la juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Exercice 2016 - en milliers d'euros							
Actifs							
Titres mis en équivalence	3	38	38	38			
Titres de participation et autres titres immobilisés	3	3	3		3		
Prêts et créances à long terme		2 302	2 302			2 302	
Clients et comptes rattachés		102 877	102 877			102 877	
Autres créances et comptes de régul. hors charges constatées d'avance		17 004	17 004			17 004	
Valeurs mobilières de placement - SICAV	1	475	575	575			
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	1	119 899	119 899	119 899			
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	1	158 663	158 663	158 663			
Total des actifs financiers		401 261	401 361	279 175	3	122 183	
Passifs							
Emprunts et autres dettes financières à long terme	2	87 345	87 345				87 345
Dettes financières à court terme	2	22 541	22 541				22 541
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		94 605	94 605				94 605
Autres passifs non courants	3	9 517	9 517	9 517			
Fournisseurs		35 522	35 522				35 522
Autres passifs courants		139 001	139 001				139 001
Total des passifs financiers		388 531	388 531	9 517			379 014

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement composées de placements à très court terme (SICAV de trésorerie).

NOTE 24 - Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015	Mouvements de périmètre	Autres mouvements	Variations de l'exercice
Variation des frais financiers	-1 214	-1 225			11
Situation exploitation	2 913	1 678	706	144	385
Stock	1 536	1 847	44		-355
Créances d'exploitation	116 887	106 310	3 892	174	6 511
Dettes d'exploitation	-115 510	-106 479	-3 230	-30	-5 771
Situation hors exploitation	-39 129	-62 718	-1 083	-134	24 805
Créances hors exploitation	13 225	6 297	222	62	6 644
Dettes hors exploitation	-49 721	-63 932	-1 133	-153	15 496
Charges et produits constatés d'avance	-2 632	-5 083	-172	-44	2 666
Besoin en fonds de roulement	-37 430	-62 265	- 378	10	25 202
Avances promotionnelles	16 024	18 766			-2 742
Compte bancaire non disponible lié à l'acquisition de Diagonal Company *		16 250			-16 250
Avances reçues pour le compte des clients de Diagonal Company	27 138	22 774			4 364
Variation du besoin en fonds de roulement retraité					10 574

* règlement fait sur le 1^{er} semestre 2016 avec la fixation du prix définitif d'acquisition

NOTE 25 - Gestion des risques

1. Risque de taux

Dans le cadre de son financement, Tessi souscrit des emprunts bancaires à taux variables et fixes.

Les emprunts peuvent faire l'objet d'une couverture d'intérêts :

- soit par un swap de taux permettant de capper le taux d'intérêt variable,
- soit par un swap de taux permettant de fixer le taux d'intérêt variable.

Au 31 décembre 2016, cette couverture porte sur un montant nominal initial de dettes bancaires de 3,9 M€.

2. Risques liés à l'endettement

Tessi est sujet à certains covenants financiers. Concernant l'emprunt de 95 millions d'euros souscrit en 2015 et débloqué à hauteur de 80 millions d'euros, au 31 décembre 2016, le Groupe devra respecter un ratio financier calculé semestriellement, sur la base de données consolidées, pendant la durée de l'emprunt correspondant. Le non-respect de ce ratio pourrait entraîner un remboursement anticipé de l'emprunt.

3. Risques de variation de cours

La Société n'est pas exposée de manière significative à des variations de cours.

4. Risques liés à l'environnement économique

Le Groupe est présent sur le marché français au travers de ses 3 Business Units (Tessi documents services, CPoR Devises et Tessi customer marketing) et propose des services et des solutions technologiques à des clients dans de nombreux secteurs de l'économie.

Bien que l'activité du Groupe présente un bon niveau de résistance aux différents cycles économiques et notamment une forte récurrence grâce à des contrats pluriannuels, elle peut être sensible à l'évolution de la situation économique et financière générale et plus particulièrement de la situation financière des acteurs du secteur des services financiers et notamment les banques. Le secteur de l'économie reste affecté par les incertitudes économiques et politiques internationales. Celles-ci peuvent créer des tensions chez les clients du Groupe générant une baisse du niveau de leur activité et de leurs relations avec leurs fournisseurs et prestataires. Ces tensions sont potentiellement génératrices de pression sur les prix, d'arrêt ou de report de projets, notamment sur l'activité Documents services.

Cette activité intègre notamment la division chèques et moyens de paiement scripturaux du Groupe, au sein de laquelle le Groupe accompagne la majorité des banques dans la gestion de leur filière de traitement des moyens de paiement papier. Dans ce contexte, le Groupe serait également affecté par une décision unilatérale qui viendrait remettre en cause la gratuité du chèque bancaire en France ou son existence même en tant que titre de paiement.

D'autre part, l'activité Customer marketing peut être extrêmement sensible aux budgets d'investissements en marketing et opérations promotionnelles consacrés par les annonceurs. Ces budgets sont eux-mêmes très sensibles à l'environnement économique et au moral des entreprises.

Enfin, le Groupe ne s'adresse actuellement de manière significative qu'au marché français, espagnol, suisse et chilien. Dès lors, son niveau d'activité est sensible à l'évolution de la conjoncture économique de ces pays.

Une évolution négative de l'environnement économique et financier affectant les marchés sur lesquels le Groupe est présent pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

5. Risques liés à la réglementation et à son évolution

Le Groupe exerce son activité dans un environnement fortement réglementé, tant au niveau national qu'europpéen, en particulier en matière de traitement de données et flux pour son activité Documents services et pour sa filiale CPoR Devises, établissement de crédit. En outre, une part significative des clients du Groupe est soumise à la réglementation stricte du secteur financier.

La réglementation applicable aux activités du Groupe ou à ses clients est susceptible d'évolutions qui pourraient être tant favorables que défavorables au Groupe. Un renforcement de la réglementation ou de sa mise en œuvre, tout en offrant dans certains cas de nouvelles opportunités de développement, est susceptible d'entraîner de nouvelles conditions d'exercice des activités du Groupe pouvant augmenter ses charges d'exploitation, limiter le champ de ses activités ou plus généralement constituer un frein au développement du Groupe.

De manière plus générale, le Groupe ne peut garantir que des modifications rapides et/ou importantes de la réglementation en vigueur n'aient pas à l'avenir d'effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

6. Risques liés aux activités de CPoR Devises

CPoR Devises est un établissement de crédit avec une exposition élevée aux risques de non-conformité, qui se traduisent notamment en risque d'atteinte à l'image et à la réputation. Les risques identifiés sont :

➤ Risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme

- acheter des valeurs d'origine frauduleuse,
- accepter des fonds issus d'activités illicites,
- accepter ou transférer des fonds passibles d'embargo,
- faciliter l'évasion fiscale,
- faciliter le financement d'activités terroristes.

CPoR Devises a mis en place un dispositif structuré, encadré par un Comité LCB-FT spécifique, qui intègre différentes mesures :

- un corpus procédural dédié, à la disposition de tous les collaborateurs de l'établissement sur l'intranet,
- des opérations effectuées très majoritairement avec des clients référencés et connus,
- un questionnaire spécifique pour les clients occasionnels, les interrogeant sur l'origine des fonds ou des valeurs et sur la justification économique de l'opération souhaitée,
- le filtrage des référentiels clients et des messages de règlement SWIFT par les listes de sanctions nationales et internationales,
- la limitation des activités internationales à une clientèle bancaire,
- la mise en œuvre d'un logiciel de détection des opérations atypiques permettant une analyse et une traçabilité des décisions,
- la formation régulière des personnels concernés.

➤ Risques d'image de par son rôle de place sur le marché de l'or

Bien que la cotation officielle de l'or, démarrée en 1948 ait pris fin en 2004 et que le marché de l'or investissement en France soit devenu un marché de gré à gré (comme il l'est à l'international depuis la création du fixing de Londres), il peut demeurer dans l'esprit de certains une confusion entre l'excotation officielle et celle de CPoR Devises d'autant que cette dernière est reprise par plusieurs médias nationaux.

Aussi, CPoR Devises a précisé sur son site public et rappelé à ses équipes les éléments suivants quant au principe et à la détermination de sa cotation :

La cotation officielle de l'or sur Euronext Paris a été définitivement supprimée depuis le 2 août 2004. Afin d'assurer la liquidité du marché, CPoR Devises, qui traitait déjà l'essentiel des ordres en bourse, continue de publier chaque jour à 13 heures un cours de référence pour les produits d'or les plus échangés en France, dont ceux anciennement cotés avant août 2004. Le passage du marché officiel à un marché de gré à gré n'a pas modifié fondamentalement le système de détermination des cours qui reste basé sur le prix du spot de l'onze sur le marché international, sur l'offre et la demande propre à chacun des produits d'or ainsi que sur la liquidité du marché.

➤ **Risques de non-conformité à l'agrément accordé par l'ACPR**

- défaut de constitution des dossiers clients, en particulier non-identification des ayants droits économiques,
- traitement des virements émis et reçus non-conforme aux obligations réglementaires,
- traitement de données personnelles non-conforme à la Loi Informatique et Liberté, défaut de déclaration à la CNIL ou non-respect de l'autorisation reçue,
- non-respect des limites de l'activité définies par l'agrément reçu.

CPoR Devises a mis en place le dispositif suivant :

- gestion électronique des documents permettant un contrôle permanent des dossiers clients,
- encadrement des flux financiers : règlements émis uniquement à destination de comptes identifiés des clients, contrôle des donneurs d'ordre des virements reçus,
- contrôle permanent des opérations, détection et analyse des opérations inhabituelles ou atypiques.

➤ **Risques opérationnels, en particulier liés à la sûreté des personnes et des biens face à tout acte de malveillance**

Ce risque majeur est pris en charge par :

- un responsable sécurité et un Comité sécurité dédié,
- des mesures spécifiques auditées par un prestataire indépendant.

Les risques bancaires spécifiques auxquels est également exposée CPoR Devises et qui constituent une moindre menace sont les risques de financement à court et très court terme et les risques de marché sur les devises exotiques et sur sa position or.

Les risques de crédit, de taux d'intérêt et de liquidité sont reconnus comme faibles chez CPoR Devises.

Couverture des risques de marché sur les activités or et devises :

La politique générale de gestion Actif Passif se concrétise par une couverture systématique des actifs physiques détenus par CPoR Devises dans le cadre de ses activités de garantie de la liquidité des produits traités.

Les actifs physiques en or ou en monnaie fiduciaire sont couverts par des ventes scripturales symétriques. Ce principe se décline pour l'ensemble des actifs physiques traités par CPoR Devises.

Les opérations de couverture sont assurées par des transactions scripturales au comptant ou plus rarement à terme sans que leur échéance excède un mois. Les opérations de couverture sont effectuées quotidiennement ou en cours de journée en fonction de la position de change globale des actifs / passifs et de la volatilité constatée sur les supports.

➤ **Couverture des actifs fiduciaires**

- Devises majeures : les actifs fiduciaires sont couverts par des ventes scripturales au comptant dans la même devise.
- Limites de la couverture : l'impossibilité de trouver des contreparties interbancaires pour des opérations scripturales sur certaines devises exotiques ne permet pas cependant d'aboutir à une couverture parfaite exhaustive pour chacune des deux cents devises traitées par CPoR Devises.

- Devises exotiques : en l'absence de marché scriptural interbancaire pour les devises exotiques, les actifs fiduciaires sont couverts par une vente au comptant de devises avec lesquelles une corrélation historique peut être établie (Dollars, Livres sterling, Dollars canadiens). À défaut de corrélation avérée, les devises exotiques non couvertes sont financées en euros.

➤ **Couverture des avoirs d'or physique**

- La couverture des avoirs physiques en or ou des engagements en cours est assurée par une vente symétrique d'or scriptural (onces) à découvert, correspondant au poids total des actifs détenus par CPoR Devises.
- La gestion du compte d'or scriptural, structurellement débiteur, est assurée dans le cadre d'une ligne de crédit confirmée.
- Le solde du compte scriptural est ajusté au minimum une fois par jour, en fonction de l'évolution du niveau des avoirs physiques et de la volatilité intra-day du cours de l'or.
- Limites de la couverture : les caractéristiques des pièces à intérêt numismatique et l'existence d'écart possibles entre le cours international et national ne permettent cependant pas d'aboutir à une couverture parfaite des risques de marché attachés à la valorisation des actifs en or physique.

La couverture est assurée sur la base du poids des actifs physiques et ne prend pas en compte le niveau des primes pouvant exister pour certains produits à caractère numismatique dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or. L'exposition au risque de marché pour les pièces à intérêt numismatique est encadrée par une limite opérationnelle dont le montant est déterminé par le Conseil de Surveillance, fixé à 5 millions d'euros en 2016. L'exposition au risque de marché sur les primes numismatiques est déterminée en retenant une hypothèse de disparition totale et immédiate de la totalité des primes. Au 31 décembre 2016, le total brut des primes s'est établi à 1,5 million d'euros.

NOTE 26 - Honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

En milliers d'euros	BDO Rhône-Alpes et réseau BDO				Audits et Partenaires				Ernst & Young				Autres cabinets			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Audit																
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes annuels et consolidés																
Émetteur	60	53	8%	7%	60	53	26%	24%								
Filiales intégrées globalement	446	373	62%	52%	170	166	74%	76%	44	43	20%	20%	14	29	100%	81%
sous total	506	426	71%	59%	230	219	100%	100%	44	43	28%	20%	14	29	100%	81%
Services autres que le commissariat aux comptes																
Émetteur	44	25	6%	3%												
Filiales intégrées globalement	166	272	23%	38%												
sous total	210	297	29%	41%												
Sous total	716	723	100%	100%	230	219	100%	100%	44	43	28%	20%	14	29	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement																
Juridique, fiscal, social														7		19%
Autres prestations									114	169	72%	80%				
Sous total									114	169	72%	80%		7		19%
Total	716	723	100%	100%	230	219	100%	100%	158	212	100%	100%	14	36	100%	100%

NOTE 27 - Informations sur les entreprises et parties liées

Les principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont précisés dans le rapport du Président conformément aux articles L.225-37 du Code de Commerce.

La rémunération du Président-directeur général est fixée par le Conseil d'Administration et comprend, en principe, uniquement une partie fixe. Pour tenir compte des performances du Groupe, le Conseil d'Administration peut lui attribuer exceptionnellement une prime. La partie fixe est déterminée en considération des normes usuelles pour des postes de responsabilités comparables.

Comme l'ensemble des dirigeants du Groupe, il bénéficie en outre des dispositifs de prévoyance collective et de retraite complémentaire institués pour tous les salariés du Groupe et ne bénéficie d'aucun autre avantage spécifique en matière de retraite supplémentaire.

Aucun titre de capital, ou donnant accès au capital, ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital de Tessi SA, ne lui a été attribué. De plus, il ne perçoit pas de jetons de présence des mandats qu'il exerce, que ce soit dans des sociétés du Groupe ou dans des sociétés autres, mais à raison de ses fonctions dans le Groupe.

Les jetons de présence versés aux membres non salariés du Conseil d'Administration de Tessi SA au titre de 2016 s'élèvent à 80 000 euros.

Une convention de bail est conclue entre Tessi SA et la SCI Tony Garnier, détenue par le Président-directeur général, pour un montant annuel de 159 393 euros hors taxes.

NOTE 28 - Engagements donnés – reçus

1. Engagements donnés

➤ Lettres de confort, d'engagement, cautions, garanties

- Tessi SA s'est engagée à l'octroi de cautions, avals et garanties, en cas de défaillance financière de ses filiales et des sociétés du Groupe qu'elle contrôle indirectement, dans la limite de 25 millions d'euros, et sans limitation de montant à l'égard des administrations fiscales et douanières.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société CNP Assurances à garantir que sa filiale, la société Tessi Documents Services (99,9 %) soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre :
 - du contrat de prestations de services production Préfon Retraite,
 - du contrat de prestations de services de traitement des contrats en déshérence,
 - du contrat de prestations de services de dématérialisation des courriers entrants,conclu entre sa filiale et la société CNP Assurances.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société Caisse d'Épargne Île de France à garantir que sa filiale la société Tessi Documents Services (100 %) soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de traitement de documents conclu entre ses filiales et la société Caisse d'Épargne Île de France.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société Caisse d'Épargne Île de France à garantir que sa filiale la société Tessi GED soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de licence, d'hébergement et de maintenance d'une solution de gestion électronique de documents conclu entre sa filiale et la Caisse d'Épargne Île de France.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société Pages Jaunes à garantir que sa filiale la société Tessi MD soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat prestations de conditionnement et de routage des annuaires imprimés de Pages Jaunes conclu entre sa filiale et la société Pages Jaunes.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès SG Services à garantir que sa filiale la société Tessi MD soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat

prestations de logistiques cadeaux dans le cadre du programme de fidélité Filigrane de la SG Services conclu entre sa filiale et SG Services.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre d'engagement auprès de GE Capital Equipement Finance à apporter les moyens financiers nécessaires en cas de défaillance financière de sa filiale la société Tessi TMS dans le paiement des loyers dus au titre du contrat de location de longue durée de matériel bureautique conclu entre sa filiale et GE Capital Equipement Finance et reprendre la location de ce matériel dans les mêmes conditions.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès du LCL - Le Crédit Lyonnais à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Éditique tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de Pitney Bowes à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Éditique, tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société EUROPCAR France à garantir que ses filiales, les sociétés Tessi Documents Services et Tessi Éditique, soient en mesure de faire face à toutes leurs obligations respectives au titre du contrat de prestations de services de numérisation de documents et d'édition conclu avec la société EUROPCAR France.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de leurs obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès du GIE BNP Paribas Cardif à garantir que sa filiale la société Tessi Éditique soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations d'impression, de mises sous plis et de dépôt en conclu entre sa filiale et le GIE BNP Paribas Cardif.

À défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.

- Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Deutsche Bank AG à faire en sorte que sa filiale I.C.S.B. soit en mesure de faire face à ses engagements contractuels.
- Souscription par Tessi Documents Services auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 1 180 100 € en garantie des intérêts des URSSAF, clients de Tessi Documents Services.

➤ Cautions bancaires

- Souscription par Tessi MD auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de :
 - de 20 000 € pour garantir la société DITRIMAG SA de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux.
 - de 550 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux. Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Société Générale à faire en sorte que la banque n'encourt

pas de perte du fait de son engagement avec Tessi MD et que Tessi MD respecte ses engagements envers la Société Générale et dispose d'une trésorerie suffisante.

- Souscription par Tessi Encaissements auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 60 000 € pour garantir la société Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Infirmiers, Masseurs Kinésithérapeutes, Orthophonistes et Orthoptistes – CARPIMKO en garantie du paiement de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Encaissements au titre d'une convention de délégation conclue entre CARPIMKO et Tessi Encaissements,
 - de 145 000 € pour garantir du paiement de toutes les sommes qui seraient dues à la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français – CARMF par Tessi Encaissements en sa qualité de mandataire de l'agent comptable du bénéficiaire.
- Souscription par Tessi Éditique auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 3 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Éditique au titre du règlement des affranchissements postaux.
- Souscription par Tessi Éditique auprès de la BNP d'une caution bancaire d'un montant de 1 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Éditique au titre du règlement des frais d'affranchissement.
- XWZ 32 (mère de Tessi Éditique) a accordé un cautionnement solidaire de la société Tessi Éditique à hauteur de 1 000 000 € au profit de la BNP.

► Compléments de prix d'acquisition et engagements de rachat

- Tessi SA s'est engagée à verser un complément de prix concernant l'acquisition de la société Graddo Grupo Corporative et de ses filiales d'un montant maximal de 3 000 000 euros en fonction des résultats de ces dernières et ce avant le 30 juin 2017. Ce complément a été comptabilisé à hauteur de 100% dans les comptes consolidés du Groupe.
- Tessi SA s'est engagée à verser un complément de prix concernant l'acquisition de la société Gdoc Holding et de ses filiales d'un montant maximal de 780 000 francs suisses sur la base des comptes consolidés clos au 31 décembre 2017 et d'un montant maximal de 780 000 francs suisses sur la base des comptes consolidés clos au 31 décembre 2018 en fonction des résultats de la société Gdoc Holding et de ses filiales. Ces compléments ont été comptabilisés à hauteur de 100% dans les comptes consolidés du Groupe.
- Tessi SA s'est engagée à verser un complément de prix concernant l'acquisition de la société Promotion Marketing Communication d'un montant maximal de 2 400 000 euros en fonction des résultats de cette dernière et ce au plus tard le 10 juillet 2018.
- Dans le cadre de l'acquisition du contrôle de la société Diagonal Company Services & Solutions, Tessi SA s'est engagée à racheter aux actionnaires minoritaires leurs actions représentant 12,6% du capital à un prix fixé selon la même méthode que l'acquisition de départ. Cet engagement a été comptabilisé à hauteur de 100% dans les comptes consolidés du Groupe.
- Tessi SA s'est engagée à verser un complément de prix concernant l'acquisition de la société BPO Solutions d'un montant maximal de 650 000 euros en fonction du chiffre d'affaires et de la présence de certains clients. Cet engagement a été comptabilisé à hauteur de 100% dans les comptes consolidés du Groupe.
- Tessi SA s'est engagée à verser un complément de prix concernant l'acquisition de la société IMDEA Asesores d'un montant maximal de 557 000 euros en fonction des résultats

cumulés de cette dernière et de GDOC Espagne. Cet engagement a été comptabilisé à hauteur de 90% dans les comptes consolidés du Groupe.

2. Engagements reçus

- Les engagements de financement reçus par la société CPoR Devises correspondent à la fraction non utilisée des lignes de crédit confirmées multi-devises. Au 31 décembre 2016, le montant non utilisé de ces lignes est de 49,3 millions d'euros.
- Tessi SA a contracté en 2015 un emprunt de 95 millions d'euros mobilisé à hauteur de 80 millions d'euros à la date de clôture. En conséquence, Tessi SA dispose, au 31 décembre 2016, d'une enveloppe de 15 millions d'euros librement mobilisable.

3. Dettes garanties par des sûretés réelles

- Tessi SA, nantissement :
 - de la créance détenue sur le locataire au titre de la location d'un bien immeuble acquis en VEFA sis à LE HAILLAN au profit du CIC Lyonnaise de Banque.
- Tessi SA a accordé une promesse d'hypothèque de premier rang sur les locaux de Lyon au profit du Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes en garantie d'un emprunt.
- Tessi SA a accordé une promesse d'hypothèque en rang utile sur les locaux de Nanterre au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt.

4. Autres engagements financiers

- Des emprunts ont fait l'objet d'une couverture d'intérêt partielle sur un montant nominal initial de 3,9 M€.

Aucun retraitement sur la valorisation de ces couvertures n'a été opéré au 31 décembre 2016 dans les comptes consolidés compte tenu du caractère non significatif de l'impact, qui par ailleurs a été apprécié à partir des valorisations des contreparties.

- Les opérations enregistrées en hors bilan par la société CPoR Devises recouvrent différentes catégories d'opérations, dont :
 - les euros et devises empruntés non reçus / les devises et euros prêtés non livrés. Il s'agit des emprunts au jour le jour ou à très court terme engagés en date de clôture pour la couverture de la position de change mais n'ayant pas encore donné lieu à transfert de fonds. Ils sont généralement dénoués entre J+2 et J+5.
 - les swaps cambistes et opérations d'achats/ventes à terme dans le cadre des opérations de couverture de la position de change. Ces opérations ne sont pas valorisées en IFRS car à très court terme.

NOTE 29 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2016

Information relative aux filiales consolidées par secteur d'activités

1. Tessi documents services

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Accès Informatiques	France	100	100	IG
ASP One.fr	France	100	100	IG
Atelier Pré St Gervais	France	100	100	IG
ATIA	Vietnam	60	60	IG
A.T.I.P.	France	100	100	IG
BIPIO	Île Maurice	91,5	91,5	IG
BIP-Tessi	France	100	100	IG
Bordeaux Saisie	France	100	100	IG
BPO Solutions	Espagne	100	100	IG
C2I Production	France	100	100	IG
Cristal Hipotecario 2009	Espagne	20	17,5	ME
Diagonal Company Services & Solutions	Espagne	87,4	87,4	IG
Diagonal Gest Chile	Chili	100	87,4	IG
Docuplus Ltd	Angleterre	100	100	IG
Formalización Alcalá	Espagne	20	17,5	ME
Gesanco Gestión	Espagne	100	87,4	IG
Gestión Externa	Chili	60	52,4	IG
Gestión Externa Colombia	Colombie	65	56,8	IG
Gestiona Agencia Habitacional	Chili	99	51,9	IG
Gestiona Procesos Chile	Chili	99,6	52,4	IG
GIP-Tessi	France	100	100	IG
Gdoc Holding SA	Suisse	100	100	IG
Gdoc España SL	Espagne	100	100	IG
Gdoc Lasercom France	France	100	100	IG
Gdoc Lasercom SA	Suisse	100	100	IG
Grabación de datos y documentos	Espagne	100	100	IG
Graddo Grupo Corporativo	Espagne	100	100	IG
Graddo II	Espagne	100	100	IG
Hipotecarios Atacas	Espagne	70	61,2	IG
I.C.S.B.	France	100	100	IG
IMDEA Asesores	Espagne	100	100	IG
Insynergy Consulting España	Espagne	70	61,2	IG
ISEM	France	100	100	IG
Logidoc Solutions	France	100	100	IG
Near Perfection	Espagne	100	100	IG
Processure Company Limited	Île Maurice	50	50	IG
Perfo Service	France	100	100	IG
Prochèque Nord	France	100	100	IG
RIB Drôme	France	100	100	IG
RIP-Tessi	France	100	100	IG
SATC	France	100	100	IG
SDIP-Tessi	France	100	100	IG

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
SEDI	France	100	100	IG
SIP-Tessi	France	100	100	IG
SMIP-Tessi	France	100	100	IG
Servicios Externos Gestiona	Mexique	60	52,4	IG
Synercam	France	100	100	IG
TDC Tessi	France	100	100	IG
T.D.I	France	100	100	IG
TESCA	France	51	51	IG
Tessi 2M	France	100	100	IG
Tessi Chèque Bordeaux	France	100	100	IG
Tessi Digital Services	France	100	100	IG
Tessi Chèque Île de France	France	100	100	IG
Tessi Chèque Interbancaire	France	100	100	IG
Tessi Chèque Nanterre	France	100	100	IG
Tessi Chèque Rennes	France	100	100	IG
Tessi Consulting	France	100	100	IG
Tessi Contact Center	France	100	100	IG
Tessi Documents Services	France	100	100	IG
Tessi Documents Services Centre de Relations Clients Avignon	France	100	100	IG
Tessi Documents Services Centre de Relations Clients Lyon	France	100	100	IG
Tessi Documents Services Centre de Relations Clients Metz	France	100	100	IG
Tessi Document Solutions Switzerland	Suisse	100	100	IG
Tessi Document Solutions Austria	Autriche	100	100	IG
Tessi Document Solutions Germany	Allemagne	100	100	IG
Tessi Éditique	France	100	100	IG
Tessi Encaissements	France	100	100	IG
Tessi GED	France	100	100	IG
Tessi Gestiona SAS	Colombie	80	41,9	IG
Tessi Informatique	France	100	100	IG
Tessi Ouest	France	100	100	IG
Tessi Paiements Services	France	100	100	IG
Tessi Technologies	France	100	100	IG
Tessi-T.G.D	France	100	100	IG
T.I.G.R.E.	France	100	100	IG
TSI Action Informatique	France	100	100	IG
Tunis Data Services	Tunisie	100	100	IG
Valdeolmillos Gestores	Espagne	100	87,4	IG
XWZ 32	France	100	100	IG

2. CPoR Devises

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
CPoR Devises	France	80	80	IG

3. Tessi customer marketing

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
My Shopper Agency	France	100	100	IG
Promotion Marketing Communication (PMC)	France	100	100	IG
Tessi CRM Consulting	France	100	100	IG
Tessi MD	France	100	100	IG
Soft Promo	France	100	100	IG
Tessi TMS	France	100	100	IG

4. Autres et non affectées

Sociétés	Pays	Contrôle (en %)	Intérêt (en %)	Méthode de consolidation
Tessi lab	France	100	100	IG
Tessi Services	France	100	100	IG